



## AVANT-PROPOS

Le présent répertoire de textes protecteurs des droits de l'Homme au Mali est le fruit du partenariat entre l'**Association Droits de l'Homme au Quotidien (DHQ-Mali)** et l'Ambassade Royale du Danemark au Mali à travers le **Fonds d'Appui aux Moteurs du Changement – FAMOC**. Il sert de base documentaire pour l'action au quotidien et pour l'amélioration du cadre de travail des acteurs des Droits de l'Homme.

Le répertoire récapitule différents textes, couvrant une large gamme de domaines variés mais complémentaires, indispensables à la protection et à la promotion des droits de l'Homme au Mali.

Il n'a pas la prétention de prendre en compte tous les textes utiles pour l'exercice des responsabilités et des activités. Aussi, est-il prévu des mises à jour permanentes pour adapter ce précieux outil à l'évolution de l'environnement juridique et institutionnel des droits de l'homme au Mali.

J'adresse mes sincères remerciements, spécialement à l'Ambassade Royale DANEMARK, pour son soutien financier à la réalisation de ce projet. Mes remerciements vont également à tous ceux qui ont contribué à la réussite de cette entreprise, ainsi qu'aux partenaires techniques pour leurs appuis multiples.

**Le Président de l'Association DHQ-Mali**

## REMERCIEMENTS

L'Association DHQ-Mali tient à remercier les consultants pour leur persévérance et la détermination dont ils ont fait preuve lors de la collecte des textes au long de la réalisation de la compilation.

Elle est très reconnaissante de leur expertise et leur dévouement aux questions liées au cadre légal des droits de l'homme et de la volonté des acteurs respectifs de participer à cette compilation.

L'Association DHQ tient également à témoigner sa reconnaissance aux bailleurs qui ont soutenu ce projet, en particulier l'Ambassade du Royaume du Danemark, l'équipe de gestion du Fonds d'Appui aux Moteurs du Changement – FAMOC.

En particulier, DHQ-Mali souhaite remercier tous les représentants des entités suivantes qui ont participé à l'atelier de validation interne organisés au mois d'Avril 2019 à Bamako.

- Le Secrétariat Général de la Présidence
- Le Ministère de la Justice, Garde des Sceaux et des Droits de l'Homme
- Le Secrétariat Général du Gouvernement
- La Division des Droits de l'Homme et de la Protection de la MINUSMA
- La Conseil Supérieur de la Magistrature
- Le Commissariat au Développement Institutionnel
- L'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite
- La Commission Nationale des Droits de l'Homme
- La Commission Vérité – Justice – Réconciliation
- Le National Democratic Institute (NDI)
- La Mairie de la Commune IV du District de Bamako
- Amnesty International Mali
- Association Malienne des Droits de l'Homme
- Commission lois de l'Assemblée Nationale du Mali
- Ordre des Avocats du Mali – le Barreau
- Le Médiateur de la République du Mali
- Centre d'Assistance pour la Promotion des Droits Humains – CAPDH
- Observatoire des Droits Humains pour la Paix – ODHP
- Association des Juriste en Herbe
- Réseau des Jeunes pour les Droits Humains et la Gouvernance
- L'ensemble des points focaux des différents services intervenant sur des questions droits de l'Homme au Mali
- Les représentants de la société civile, membres du Réseau des Défenseurs des Droits Humains

L'Association DHQ et les consultants adressent leurs remerciements à l'Inspecteur Général Mahamadou NIAKHATE pour ses expertises et commentaires tout au long du processus de compilation.

**Le Président**

## **Critères ayant guidé le choix des textes et le plan suivi.**

Les Droits de l'Homme s'appuient sur certains piliers qui constituent les fondamentaux qui leur permettent de s'exprimer. Il s'agit des mécanismes de protection, des sujets à protéger, des instruments mis en place pour atteindre les objectifs de protection ainsi que les institutions œuvrant pour l'atteinte de ce but.

Ainsi, le choix porté sur les différents textes énumérés dans ce recueil répond aux critères suivants :

1. Les textes dédiés à la protection et/ou la promotion des Droits de l'Homme
2. Les textes dédiés à la protection et/ou la promotion de certains droits spécifiques de l'Homme
3. Les textes destinés à protéger ou à promouvoir les droits de certaines catégories spécifiques de personnes
4. Les textes de protection ou de promotion des droits de certaines catégories spécifiques de personnes
5. Les textes fixant les modalités d'application de textes portant de protection et/ou de promotion des Droits de l'Homme
6. Certains textes, bien que protégeant de manière indirecte les Droits de l'Homme ont été maintenus en raison, ou de leur caractère novateur, ou de leur importance pour la protection de certains droits spécifiques

Les textes sont classés par ordre hiérarchique avec au sommet les normes à valeur constitutionnelle, suivies des instruments internationaux, puis les textes à valeur législative, et enfin les textes à valeur réglementaire. Ce classement hiérarchique est doublé d'un classement chronologique.

## **TOME I : TEXTES DE PORTEE GENERALE**

### **i. Livre Premier DROIT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME**

#### **A- Source de tradition orale**

1- Charte du Mandé

#### **B- Textes de référence**

1- Constitution du 25 février 1992 Promulguée par Décret N°92-073P-CTSP du 27 Février 1992

2- Déclaration universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948

3- Charte africaine des Droits de l'Homme et des peuples du 27 juin 1981

#### **C- Instruments ratifiés ou approuvés**

##### *1- Instruments internationaux*

1) Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide (CPRCG) du 9 décembre 1948

2) Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés

3) Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 21 décembre 1965

4) Pacte relatif aux droits sociaux économiques et culturels du 16 décembre 1966

5) Pacte relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966

6) Protocole facultatif au pacte relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966

7) Protocole additionnel à la convention de 1951 relative au statut des réfugiés du 31 janvier 1967

8) Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984

9) Statut de Rome de la cour pénale internationale, 17 juillet 1998

10) Protocole facultatif à la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 18 décembre 2002

11) Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées du 20 décembre 2006

##### *2- Instruments régionaux*

1) Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique du 10 septembre 1969

2) Convention de l'OUA sur le mercenariat du 03 juillet 1977

- 3) Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires, 4 décembre 1989
- 4) Déclaration de Bamako dans le cadre de l'OIF du 03 novembre 2000
- 5) Déclaration de Saint-Boniface dans le cadre de l'OIF du 14 mai 2006
- 6) Charte Africaine de la Jeunesse du 02 juillet 2006
- 7) Charte Africaine de la Démocratie du 30 janvier 2007
- 8) Déclaration de Québec dans le cadre de l'OIF du 19 octobre 2008
- 9) Protocole à la Charte Africaine portant création d'une Cour Africaine des Droits de l'Homme et des peuples du 09 novembre 2008
- 10) Traité sur le commerce des armes 02 avril 2013

3- *instruments sous régionaux*

- 1) Traité révisé de la CEDEAO du 24 juillet 1993
- 2) Protocole A/SP.I/01/05 du 19 janvier 2005 relatif à la compétence de la Cour de Justice de la CEDEAO
- 3) Acte additionnel A/SA.02/05/15 du 2 mai 2015 relatif à l'égalité de droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans l'espace CEDEAO

**D- Textes législatifs**

- 1- Loi n°66-6 /AN-RM du 2 mars 1966 portant réglementation des assignations à résidence et des mesures d'éloignement et d'expulsion
- 2- Loi n°68-22/AN-RM du 17 février 1968 portant organisation de la relégation en République du Mali
- 3- Loi n°82-117 /AN-RM du 23 décembre 1982 fixant les conditions d'exercice du droit de grâce
- 4- Loi n°85-42/AN-RM du 28 juin 1985 portant régime pénitentiaire
- 5- Loi n°94-042 du 13 octobre 1994 portant création et organisation de la profession d'Avocat
- 6- Loi n°95-042 du 20 avril 1995 portant code de justice militaire
- 7- Loi n°98-012 du le 19 janvier 1998 régissant les relations entre l'administration et les usagers des services publics
- 8- Loi n°99-041 du 12 août 1999 modifiée portant Code de prévoyance sociale
- 9- Loi n°00 - 047 du 13 juillet 2000 portant statut des partis politiques de l'opposition
- 10- Loi n°01-022 du 31 mai 2001 régissant la répression des infractions à la police sanitaire des animaux sur le territoire de la République du Mali
- 11- Loi n°01-078 du 18 juillet 2001 portant sur le contrôle des drogues et des précurseurs
- 12- Loi n°01-079 du 20 août 2001 portant Code Pénal

- 13- Loi n°01-080 du 20 août 2001 modifiée par la loi n°2013-016/ du 21 mai 2013 portant code de procédure pénal
- 14- Loi n°02-054 du 16 décembre 2002 portant Statut de la magistrature
- 15- Code de déontologie de la magistrature annexé à la loi n°02-054 du 16 décembre 2002
- 16- Loi n°02-056 du 16 décembre 2002 portant statut des fonctionnaires de police interdisant aux agents d'exercer dans le service ou en dehors, des tortures, sévices ou traitements inhumains, cruels, dégradants ou humiliants.
- 17- Loi n°04-050 du 12 novembre 2004 régissant les armes et munitions en République du Mali
- 18- Loi n°06-044 du 04 septembre 2006 portant loi électorale qui fixe les conditions d'élection, d'éligibilité et d'inéligibilité aux élections, les règles de leur organisation et les différents recours
- 19- Loi n°10-034 du 12 juillet 2010 portant Statut des fonctionnaires de la Police nationale
- 20- Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant code des personnes et de la famille
- 21- Loi n°2012- 019 du 12 mars 2012 relative aux services privés de communication audiovisuelle
- 22- Loi n°2014-015 du 27 mai 2014 portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
- 23- Loi n°2015 -036 du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur
- 24- Loi n°2016-053/ du 20 décembre 2016 portant statut des huissiers – commissaires de justice
- 25- Loi n° 2018–003 du 12 janvier 2018 relative aux défenseurs des Droits de l'Homme.
- 26- Ordonnance n°33 CMLN du 30 septembre 1971 portant pension des militaires
- 27- Ordonnance n°041 CMLN du 06 décembre 1971 portant régime des invalidités des militaires
- 28- Ordonnance n°79-07 du 18 janvier 1979 portant régime des pensions des fonctionnaires
- 29- Ordonnance n°99-049/P-RM du 01 octobre 1999 portant création de la Gendarmerie Nationale
- 30- Ordonnance n°2016–020/P-RM du 18 août 2016 portant statut général des militaires

#### **E- Textes réglementaires**

- 1- Décret n°59-201 du 18 juillet 1959 portant création de champs pénitentiaires de rééducation
- 2- Décret n°77-236 /PG-RM du 2 décembre 1977 déterminant les droits et privilèges accordées aux missions diplomatiques postes consulaires et aux organismes internationaux
- 3- Décret n°95-211/P-RM du 30 mai 1995 déterminant le tarif des frais de justice en matière pénale

- 4- Décret n°99-369/P-RM du 19 novembre 1999 fixant l'organisation et les attributions de la Gendarmerie Nationale
- 5- Décret n°01-339/P-RM du 09 août 2001 fixant les modalités d'application de la loi n°01-022 du 31 mai 2001 portant répression des infractions à la police sanitaire des animaux
- 6- Décret n°04-479/P-RM du 26 octobre 2004 portant ratification du protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Droits des Femmes en Afrique
- 7- Décret n°06-053/P-RM du 06 février 2006 fixant les dispositions particulières applicables aux différents corps du cadre des fonctionnaires de la Police nationale
- 8- Décret n°06-168/P-RM du 13 avril 2006 déterminant les mesures d'application de la médiation pénale
- 9- Décret n°09-552/P-RM du 12 octobre 2009 modifié fixant les modalités d'applications de la loi portant institution du régime d'assurance maladie obligatoire
- 10- Décret n°2014-0951/PRM du 31 décembre 2014 déterminant les conditions d'établissement, d'exploitation et de distribution des services privés de radio télévisuelle

**ii. Livre Deuxième : DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE**

- 1- Convention (I) de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, 12 août 1949
- 2- Convention (II) de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, 12 août 1949
- 3- Convention (III) de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, 12 août 1949.
- 4- Convention de Genève (IV) sur les personnes civiles 12 août 1949
- 5- Protocole additionnel à la Convention de Genève du 12 août 1949 sur la protection des victimes d'un conflit armé international (Protocole I)
- 6- Protocole additionnel à la Convention de Genève du 12 août 1949 sur la protection des victimes d'un conflit armé non international (Protocole II)
- 7- Protocole additionnel à la Convention de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III)

## **TOME II : TEXTES SPECIFIQUES**

### **i- Livre Premier : DROITS DE LA FEMME - DROITS DE L'ENFANT**

#### **A. Droits de la Femme**

- 1- Convention sur les Droits Politiques de la Femme, adoptée à New York le 31 mars 1953
- 2- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 18 décembre 1979
- 3- Déclaration et programme d'action de Beijing de la quatrième conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes du 4 au 15 septembre 1995
- 4- Protocole facultatif à la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 6 octobre 1999
- 5- Résolution 1325, Adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU à sa 4213<sup>e</sup> séance, le 31 octobre 2000
- 6- Protocole à la charte africaine des Droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits de la femme du 11 juillet 2003
- 7- Résolution 1820, Adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU à sa 5916<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2008
- 8- Résolution 1888, Adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU à sa 6195<sup>e</sup> séance, le 30 septembre 2009
- 9- Résolution 1889, Adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU à sa 6196<sup>e</sup> séance, le 5 octobre 2009
- 10- Résolution 1960, Adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU à sa 6453<sup>e</sup> séance, le 16 décembre 2010
- 11- Résolution 2106, Adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU à sa 6984<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2013
- 12- Résolution 2122, Adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU à sa 7044<sup>e</sup> séance, le 18 octobre 2013
- 13- Résolution 2242, Adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU à sa 7533<sup>e</sup> séance, le 13 octobre 2015
- 14- Loi n°2015-052/ du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives
- 15- Ordonnance n°02-053/P-RM du 04 juin 2002 portant création du Programme National de lutte contre la Pratique de l'Excision

## **B. Droits de l'enfant**

- 1- Convention relative aux Droits de l'Enfant 20 novembre 1989
- 2- Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant juillet 1990
- 3- Convention de la Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale du 29 mai 1993
- 4- Protocole facultatif à la convention relative aux Droits de l'Enfant, concernant l'implication des enfants dans les conflits armés , 25 mai 2000
- 5- Protocole facultatif à la convention relative aux Droits de l'Enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène les enfants du 25 mai 2000
- 6- Ordonnance n°02-062/P-RM du 05 juin 2002 portant code de protection de l'enfant
- 7- Décret n°96-172/PM-RM du 13 juin 1996 portant institution du parlement des enfants du Mali
- 8- Décret n°06-282/P-RM du 11 juillet 2006 portant création du Conseil national de la Famille

**ii- Livre Deuxième : DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS**

**A. Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion**

1- Loi n°61-86/ AN-RM du 21 juillet 1961 portant organisation de la liberté religieuse et de l'exercice des cultes

**B. Droit à la liberté de presse**

1- Loi n°00-046 du 7 juillet 2000 portant régime de presse et délit de presse

2- Loi n°2012-019 du 12 mars 2012 relative aux services privés de communication audiovisuelle

3- Décret n°2014-0952 P-RM du 31 décembre 2014, déterminant les conditions d'établissement et d'exploitation et de distribution des services privés de la radiodiffusion sonore

**C. Droit à la liberté de circulation, d'association, de manifestation et de réunion**

1- Protocole A/PI/5/79 sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement adopté à Dakar, le 29 mai 1979 entre les Etats membres de la CEDEAO

2- Protocole A/P3/5/82 portant Code de la citoyenneté de la Communauté, adopté à Cotonou, le 29 mai 1982

3- Protocole additionnel A/SP1/7/86 relatif à l'exécution de la 2ème étape (droit de résidence) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit d'établissement, signé à Abuja le 1er juillet 1986

4- Protocole additionnel A/SP2/5/90 relatif à l'exécution de la 3ème étape (droit d'établissement) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, signé à Banjul, le 29 mai 1990

5- Loi n°88-25/AN-RM du 23 mars 1988 portant ratification du Protocole additionnel A/SP1/7/86 relatif à l'exécution de la 2ème étape (droit de résidence) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit d'établissement, signé à Abuja le 1er juillet 1986

6- Loi n°04-038 du 05 août 2004 portant statut des associations

7- Loi n°04-58 du 25 novembre 2004 relative aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en République du Mali

8- Loi n°05-047 du 18 août 2005 portant charte des partis politiques

9- Ordonnance n°59-34/PCG du 28 mars 1959 relative à la sûreté intérieure de l'Etat

10- Ordonnance n°59-36/PCG du 28 mars 1959 régissant la liberté de réunion de cortège et de manifestation

11- Ordonnance n°59-42/PCG du 28 mars 1959 relative aux associations culturelles et aux congrégations religieuses

12- Ordonnance n°83-19/PG-RM du 19 mai 1983 portant ratification du protocole A/P3/5/82 portant Code de la citoyenneté de la Communauté, adopté à Cotonou, le 29 mai 1982

13- Décret n°05-322/P-RM du 19 juillet 2005 Fixant les modalités d'application de la loi n°04-58 du 25 novembre 2004 relative aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en République du Mali

14- Décret n°08-766/P-RM du 26 décembre 2008 portant réglementation de la délivrance du permis de construire

#### **D. Droit à l'égalité entre les partis politiques**

1- Loi n°2015-007 du 4 mars 2015 portant Statut de l'Opposition Politique

2- Loi n°2018-014 du 23 avril 2018 portant modification de la loi n°2016-048 du 17 octobre 2016 portant loi électorale en république du Mali

#### **E. Droit à l'égalité**

1- Loi n°01-082 du 24 août 2001 relative à l'assistance judiciaire

2- Décret n°06-426/P-RM du 6 octobre 2006 fixant les modalités d'application de la loi n°01-082 du 24 août 2001 relative à l'assistance judiciaire

#### **F. droit à la paix et à la sécurité**

1- Convention de l'Union Africaine sur la protection et l'Assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala), adoptée à Kampala, le 23 octobre 2009

2- Loi n°98-040 du 20 juillet 1998 portant statut des réfugiés

#### **G. Droits des personnes âgées et des personnes handicapées**

1- Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées du 13 décembre 2006

2- Protocole facultatif à la convention relative aux Droits des Personnes Handicapées du 13 décembre 2006

3- Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées, adopté à Marrakech, le 27 juin 2013

#### **H. Droit à la propriété**

1- Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le Droit d'Auteur, adopté par la Conférence Diplomatique à Genève le 20 décembre 1996

2- Loi n°08-024/ du 23 juillet 2008 fixant le régime de la propriété littéraire et artistique en république du Mali

3- Loi n°2012-001 du 10 janvier 2012 modifiant la loi n°02-008 du 12 février 2002 modifiant et ratifiant l'ordonnance n°00-027/PRM du 22 mars 2000 portant code domanial et foncier

## **I. Droit au logement**

1- Décret n°67-146/PG-RM du 27 septembre 1967 portant réglementation des loyers des locaux d'habitation

## **J. Droit au sport**

1- Convention internationale de Paris contre le dopage dans le sport du 19 octobre 2005

## **K. Droit à l'éducation et à la culture**

1- Accord de Florence du 17 juin 1950 pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, avec annexes A, B, C, D et E et Protocole annexé.

2- Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, la Haye, 14 mai 1954

3- Règlement d'exécution de la Convention de la Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé du 14 mai 1954

4- Protocole à la Convention de la Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé du 14 mai 1954.

5- Convention de Paris du 14 décembre 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.

6- Convention de Paris du 14 novembre 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels

7- Convention de Paris du 16 novembre 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel

8- Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé du 26 mars 1999.

9- Convention de Paris du 17 octobre 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

10- Convention de Paris du 20 octobre 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

11- Loi n°99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'éducation

12- Loi n°10-061 du 30 décembre 2010 portant modification de la loi n°85-40/AN-RM du 26 juillet 1985, relative à la protection et à la promotion du patrimoine culturel national

## **L. Droit à la santé et au bien être**

- 1- Loi n° 02-013 instituant le contrôle phytosanitaire en République du Mali
- 2- Loi n°02-044 du 24 juin 2002 relative à la santé de la reproduction
- 3- Loi n°02-049 du 22 juillet 2002 portant loi d'orientation sur la santé
- 4- Loi n°09-015 du 26 juin 2009 portant institution du régime d'assurance maladie obligatoire
- 5- Loi n°2016-065/ du 30 décembre 2016 portant modification de la loi n° 09-030 du 27 juillet 2009 portant institution du régime d'assistance médicale (RAMED)
- 6- Décret n°2017-0397/P-RM du 3 mai 2017 portant modification du décret n°2011-723/P-RM du 02 novembre 2011 fixant les conditions et les modalités de bénéfice du régime d'assistance médicale (RAMED)

## **M. Droit à un environnement sain**

- 1- Loi n°01-020 du 30 mai 2001 relative aux pollutions et aux nuisances
- 2- Loi n°02-014 instituant l'homologation et le contrôle des pesticides en République du Mali
- 3- Loi n°10-027 du 12 juillet 2010 portant création de l'Agence de l'Environnement et du Développement durable
- 4- Décret n°01-394 fixant les modalités de gestion des déchets solides
- 5- Décret n°01-395 fixant les modalités de gestion des eaux usées et des gadoues
- 6- Décret n°01-396 fixant les modalités de gestion des pollutions sonores
- 7- Décret n°01-397 fixant les modalités de gestion des polluants dans l'atmosphère
- 8- Décret n°03-594/P-RM relatif à l'étude d'impact environnemental et social
- 9- Décret n°2011-107/ P-RM du 11 mars 2011 portant création du Comité national sur les Changements climatiques

## **N. Droit à la sécurité de la personne et à l'interdiction des arrestations ou des détentions arbitraires**

- 1- Loi n°01-003 du 27 février 2001 portant régime pénitentiaire et éducation surveillée

## **O. Droit au travail**

- 1- Convention sur le travail de nuit des enfants dans l'industrie du 28 novembre 1919
- 2- Convention sur le travail forcé ou obligatoire du 28 juin 1930
- 3- Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé de 1930, du 11 juin 2014
- 4- Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical du 09 juillet 1948
- 5- Convention sur l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective du 01 juillet 1949
- 6- Convention concernant l'égalité de rémunération entre la main d'œuvre masculine et la main d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale du 29 juin 1951

- 7- Convention n°105 du 25 juin 1957 sur l'abolition du travail forcé (ratifiée le 28 mai 1962)
- 8- Convention sur la discrimination en matière d'emploi et de profession du 25 juin 1958
- 9- Convention sur l'Age minimum d'admission à l'emploi du 26 juin 1973
- 10- Convention sur la protection des Droits de tous les Travailleurs Migrants et des Membres de leur Famille du 18 décembre 1990
- 11- Convention sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination du 17 juin 1999
- 12- Loi n° 87-47/AN-RM du 4 juillet 1987 relative à l'exercice du droit de grève dans les services publics
- 13- Loi n°92-020 du 23 septembre 1992 portant code du travail
- 14- Loi n°02-053 du 16 décembre 2002 portant Statut général des fonctionnaires
- 15- Loi n°2016-026/ du 14 juin 2016 relative à la formation professionnelle
- 16- Décret 90-562/P RM du 22 décembre 1990 portant Obligation d'assurer le service minimal en cas de grève

**P. Droit à la protection de la vie privée**

- 1- Loi n°2013-015 du 21 mai 2013 portant protection des données à caractère personnel en république du Mali

## **TOME III : TEXTES RELATIFS AU CADRE INSTITUTIONNEL**

### **i- Livre Unique : TEXTES RELATIFS AU CADRE INSTITUTIONNEL**

#### **A- Institutions constitutionnelles**

- 1- Loi n°02-011 du 05 mars 2002 modifiant la loi n°97-010 du 11 février 1997 portant loi organique déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement de la cour constitutionnelle ainsi que la procédure suivie devant elle
- 2- Loi n°2016-046/ du 23 septembre 2016 portant loi organique fixant l'organisation, les règles de fonctionnement de la cour suprême et la procédure suivie devant elle

#### **B- Autres institutions**

- 1- Loi n°92-038/AN-RM du 24 décembre 1992 portant création du conseil supérieur de la communication
- 2- Loi n°93-001/AN-RM du 06 janvier 1993 portant création du comité national de l'égal accès aux médias d'Etat
- 3- Loi n°97-022 du 14 mars 1997 portant création du médiateur de la république
- 4- Loi organique n°03-033 du 07 octobre 2003 portant organisation, composition, attributions et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature
- 5- Loi n°09-016 portant création de la caisse nationale d'assurance Maladie
- 6- Loi n°2011-037 du 15 juillet 2011 portant organisation judiciaire
- 7- Loi n°2011-038 du 15 juillet 2011 portant création de juridictions
- 8- Loi n°2015-018 du 4 juin 2015 portant modification et ratification de l'ordonnance n°2014-006/P-RM du 21 janvier 2014 portant création de la Haute Autorité de la Communication
- 9- Loi n°2016-036 du 7 juillet 2016 portant création de la Commission Nationale des Droits de l'Homme
- 10- Ordonnance n°2014-003/P-RM du 15 janvier 2014 portant création de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation
- 11- Ordonnance n°2014-006/P-RM du 21 janvier 2014 portant création de la Haute Autorité de la Communication
- 12- Décret n° 323/P-RM du 26 juin 2009 instituant l'espace d'interpellation démocratique (EID)
- 13- Décret n°03-245 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnements des pôles économiques et financiers
- 14- Décret n°09-049/P-RM du 12 février 2009 portant création du Comité Interministériel d'Appui à l'Elaboration des Rapports Initiaux et Périodiques de mise en œuvre des Conventions internationales ratifiées par le Mali « CIMERAP »